

N° 35/CA du Répertoire

N° 2005-114/CA2 du Greffe

Arrêt du 25 avril 2014

AFFAIRE : DADOME TOSSOU

C/

**MINISTERE DE LA DEFENSE
NATIONALE**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 22 août 2005, enregistrée le 23 août 2005 au greffe de la Haute Juridiction sous le n°1033/GCS, par laquelle DADOME Tossou, médecin gynécologue obstétricien à la Maternité des Forces Armées du Bénin 01 BP : 4328 Cotonou, ayant pour conseil maître Aboubakar BAPARAPE a introduit le présent recours aux fins d'annulation de l'arrêté portant sa radiation des Forces Armées Populaires du Bénin ;

Vu le courrier n°3174/GCS du 02 septembre 2005, reçu le 06 septembre 2005, par lequel le conseil du requérant a été mis en demeure de procéder à la formalité de consignation ;

Vu le courrier n°3175/GCS du 02 septembre 2005, reçu le 06 septembre 2005, par lequel le conseil du requérant a été invité à accomplir la formalité de timbrage ;

Vu la correspondance n°647/GCS du 17 février 2006, reçue le 03 mars 2006, par laquelle le même conseil a été invité à produire au dossier son mémoire ampliatif ;

Vu la mise en demeure n°4344/GCS du 13 novembre 2006 reçue le 14 novembre 2006, par laquelle les dispositions des articles 69 et 70 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 alors en vigueur ont été rappelées à l'attention du conseil du requérant ;

Vu la lettre en date à Cotonou du 02 janvier 2007 enregistrée le 12 janvier 2007, sous le n°046/GCS, par laquelle le conseil du requérant a transmis son mémoire ampliatif ;

l

Vu le courrier n°1944/GCS du 18 juin 2007, par lequel la requête introductive d'instance et le mémoire ampliatif du requérant ont été communiqués au Ministre de la Défense Nationale ;

Vu le courrier n°3177/GCS du 08 novembre 2007, par lequel mise en demeure a été adressée au Ministre de la Défense Nationale aux fins de rappel à son attention des dispositions des articles 69 et 70 de l'ordonnance n°21/PR déjà citée ;

Vu la lettre n°1338/MDN/DC/SG/DRH/SJC/SP-C du 13 décembre 2007 enregistrée le 17 décembre 2007 au secrétariat de la Chambre administrative sous le n°1067/CS/CA, par laquelle le Ministre de la Défense Nationale a fait parvenir ses observations ;

Vu le courrier n°1782/GCS du 13 octobre 2011 réceptionné le 19 octobre 2011, par lequel les observations de la Haute autorité ont été communiquées au conseil du requérant pour ses répliques éventuelles ;

Vu la consignation légale payée et constatée suivant le reçu n°3217 du 07 septembre 2005 ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême précédemment en vigueur ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;


Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Oùï le conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Oùï l'avocat général **Lucien Aristide DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;



Considérant que pour le compte du requérant, Maître Aboubakar BAPARAPE expose que :

DADOME Tossou a été incorporé dans les Forces Armées Populaires du Bénin le 16 septembre 1976 sous le matricule 6938 classe 767 pour y subir la formation de Médecin des Armées à Bordeaux en France ;

Qu'il a effectivement rejoint l'Ecole des Services de Santé des Armées (ESSA) de Bordeaux un an plus tard soit le 02 septembre 1977 ;

Que le 1^{er} février 1984 alors qu'il était en mission, il a été radié des effectifs des Forces Armées Populaires du Bénin pour a-t-on dit insuffisance de travail à l'Ecole par décision n°156/B1/EFF/EMDFDN du 24 décembre 1984 ;

Que sur la liste de radiation figuraient d'autres personnes, étudiants en Pharmacie : il s'agit par exemple de Gaudm's AGBEGNINO, du médecin Gabriel GUINDEOU et d'autres de l'Ecole de Dakar ayant subi le même sort que lui ;

Que depuis cette époque, DADOME Tossou a vainement tenté auprès des autorités compétentes d'obtenir sa réintégration dans les Forces Armées du Bénin ainsi qu'il en a été pour certains de ses collègues de Dakar ;

Qu'il explique qu'en effet ceux de l'Ecole de Dakar ont vu leur situation militaire régularisée alors même qu'ils ont, comme le requérant, subi la même sanction, c'est-à-dire la radiation pour insuffisance de travail ;

Que le requérant a dû de retour de Bordeaux, continuer ses études de médecin à la Faculté des Sciences de la Santé de l'Université d'Abomey-Calavi et obtenu avec brio son doctorat en médecine ;

Qu'il a par ailleurs, au terme des études de troisième cycle, obtenu son diplôme de spécialité en Gynécologie Obstétrique ;

Considérant que le conseil affirme qu'actuellement le requérant intervient comme médecin gynécologue obstétricien à la Maternité de la Garnison de Cotonou où il exerce et que son

2

recrutement au niveau de ce service devrait faciliter sa réhabilitation dans l'Armée Béninoise ;

Que malheureusement, ses différentes démarches auprès des autorités compétentes de l'armée sont restées sans suite ;

Que c'est en cet état que par correspondances en date des 19 novembre 2004 et 02 juin 2005 le requérant a introduit auprès du Ministre d'Etat chargé de la Défense Nationale un recours gracieux par lettre recommandée avec accusé de réception ;

Que par correspondance en date du 1^{er} juillet 2005 le Ministre d'Etat a explicitement rejeté ce recours ;

Que dès lors, le requérant n'a d'autre choix que de s'adresser à la Haute juridiction pour voir annuler l'arrêté querellé pour irrégularité manifeste, vice de forme, violation de la légalité interne et externe ;

Que le requérant démontrera ultérieurement dans son mémoire ampliatif que l'arrêté de radiation a été pris sur la base d'une violation de la loi, et sur une base discriminatoire faisant encourir à l'arrêté attaqué annulation pour excès de pouvoir ;

Que c'est pourquoi le requérant conclut qu'il plaise à la Haute juridiction administrative annuler la décision attaquée ;

Considérant que le conseil du requérant invoque au soutien de sa requête deux principaux moyens :

- le premier moyen tiré de la violation de la légalité externe en ce que qu'il y a eu vice de forme notamment le non – respect par la hiérarchie militaire des dispositions de l'article 46 de la loi 81-014 du 10 octobre 1981 portant Statut Général des personnels militaires des Forces Armées Béninoises ;

- le second tiré de la violation de la légalité interne en ce qu'il y a vice au fond tenant au non-respect des prescriptions édictées par la Constitution du 11 décembre 1990 en ses articles 26 et 34 ;

Considérant que le Ministre de la Défense Nationale conclut au rejet de toutes les prétentions du requérant au motif que :

f

D'une part, s'il est vrai que l'exclusion pour insuffisance de travail n'entraîne pas automatiquement la radiation des Forces Armées Béninoises, il n'en demeure pas moins vrai que DADOME Tossou, exclu à la fin de l'année académique 1982-1983, n'a pas daigné rejoindre les rangs ;

D'autre part, il n'y a pas eu violation des dispositions de l'article 26 de la Constitution béninoise contrairement aux allégations du requérant qui ne se situe guère dans la même situation juridique que ses collègues qui, aussitôt après l'exclusion des formations, sont rentrés au Bénin pour se mettre sur les rangs et ont été positionnés pour d'autres formations de cadres ;

Que le requérant s'étant absenté volontairement des rangs s'est en définitive porté déserteur conformément à l'article 38 du décret n°69-312/PR-DN portant règlement du service dans les Armées ;

Que l'Administration n'a fait que constater sa désertion et a par ailleurs pris des sanctions contre lui, faisant ainsi application des dispositions de l'article 38 du décret ci-dessus cité ;

Considérant que le Ministre soutient en outre que la mesure de radiation se justifie au regard des exigences de l'article 74, paragraphes 1 et 2 de la loi n°81-014 du 10 octobre 1981 portant Statut général des personnels militaires des Forces Armées Béninoises ;

Que le Ministre soutient enfin que le requérant n'a pas fini sa scolarité en tant que médecin – militaire mais a été recruté médecin civil et mis à la disposition des Forces Armées Béninoises pour servir en qualité de gynécologue à la Maternité du Camp Guézo ;

Qu'il conclut que les vingt et un (21) ans écoulés avant la formulation des différents recours introduits par le requérant le rendent forclos du point de vue de la loi ;

EN LA FORME

Considérant que DADOME Tossou a fait l'objet d'une sanction de radiation des effectifs des Forces Armées Populaires

J

du Bénin par Décision n°156/B1/EFF/EMDFDN en date du 24 décembre 1984 ;

Qu'il ressort en effet de la Note de service n°989/BIFC/EMG/FAP du 07 septembre 1984 dont copie est produite au dossier que l'élève-médecin DADOME Tossou exclu de l'Ecole du Service de Santé des Armées de Bordeaux, qui n'a pas cru devoir se conformer aux formalités de son rapatriement sur le Bénin est radié du contrôle du Service de Santé des Forces Armées Populaires du Bénin pour compter du 1^{er} juin 1984..... ;

Que le requérant n'a pas administré la preuve qu'après son exclusion le 1^{er} février 1982 de l'Ecole du Service de Santé des Armées de Bordeaux pour insuffisance de travail, il a rejoint son pays le Bénin à l'instar de ses collègues qu'il cite à titre d'illustration pour sa réintégration ;


Que le requérant ne conteste pas que tous ceux qui ont bénéficié de la réhabilitation sont ceux qui ont rejoint les rangs au lendemain de leur exclusion de l'Ecole de Bordeaux ;

Qu'à l'examen des termes de la correspondance du conseil du requérant en date du 19 novembre 2004 adressée au Ministre d'Etat chargé de la Défense Nationale, Maître Aboubakar BAPARAPE en sollicitant la réhabilitation de DADOME Tossou a rappelé à l'attention de l'Autorité, la correspondance en date du 08 juin 2004 introduite par le requérant lui-même et visant le même objet ;

Qu'en outre, suivant correspondance en date du 02 juin 2005, Maître A. BAPARAPE a adressé à la Haute Autorité une lettre de relance aux fins d'un règlement gracieux du dossier de la carrière administrative de DADOME Tossou ;

Qu'à toutes ces différentes correspondances ayant le même objet en l'occurrence la demande de réhabilitation de DADOME Tossou dans les Forces Armées Béninoises, le Ministre d'Etat chargé de la Défense Nationale a donné suite par courrier n°898/MDN/DC/SG/SP-C en date du 1^{er} juillet 2005 en émettant un avis défavorable ;

Que c'est alors que la présente requête a été introduite aux fins d'annulation de la Décision n°156/B1/EFF/EMDFDN/ du 24 décembre 1984 ;



Considérant que la décision incriminée portant radiation du requérant des effectifs des Forces Armées Populaires du Bénin remonte au 24 décembre 1984 ;

Que le requérant a le 08 juin 2004 introduit un premier recours tendant à sa réhabilitation dans les Forces Armées du Bénin ;

Mais considérant que l'article 68 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 ci-dessus visée alors en vigueur dispose : *« Le délai du recours pour excès de pouvoir est de deux mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification. »*

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision.

Le silence gardé plus de deux mois vaut décision de rejet.

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite susmentionnée. Néanmoins lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai de pourvoi.

Les délais prévus pour introduire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou à l'expiration du délai de deux mois prévu à l'alinéa précédent..... » ;

Considérant qu'en l'espèce, à l'examen des pièces du dossier, il n'est fait nulle part mention de la date de notification de la décision entreprise au requérant ;

Que cependant la Décision n°156/B1/EFF/EMDFDN/ du 24 décembre 1984 portant radiation du requérant ayant été enregistrée au courrier "arrivée" de la Section de Recrutement du Bénin le 18 janvier 1985 sous n° 224, a reçu une très large publication pour avoir été adressée à plusieurs services destinataires ;

Qu'à défaut de la mention ou de l'indication de la date de sa notification au requérant, celui-ci en a, en tout état de cause, acquis connaissance ;

Qu'en effet, exclu de l'Ecole des Services de Santé des Armées (ESSA) de Bordeaux courant 1983 alors qu'il était censé achever la quatrième année de médecine, le requérant n'a pas cru devoir rejoindre les rangs au cours des douze (12) mois qui ont suivi ;

Qu'il ressort de l'examen des pièces au dossier que aligné en solde et accessoires de solde jusqu'au dernier janvier 1984, le requérant a été rayé des contrôles nominatifs des Forces de défense nationale le 1^{er} février 1984 et que passée cette période, revenu au pays, le requérant a poursuivi ses études en médecine à la Faculté des Sciences de la Santé de l'Université d'Abomey-Calavi pour finalement obtenir son diplôme de spécialité en Gynécologie Obstétrique, le requérant n'a pas pu ignorer aussi longtemps cette décision jusqu'en juin 2004 ;

Qu'entre la date où est intervenue la décision de radiation et celle du premier recours introduit par le requérant en personne, il s'est écoulé vingt (20) ans ;

Que dans ces conditions, le délai aux fins de l'introduction d'un recours hiérarchique est en l'espèce largement dépassé, en application des dispositions ci-dessus rappelées ;

Qu'il s'en suit que le présent recours adressé à la Haute juridiction est par voie de conséquence intervenu hors délai et doit être déclaré irrecevable ;

Qu'il y a lieu de déclarer irrecevable pour cause de tardiveté le recours introduit par Maître Aboubakar BAPARAPE et tendant à la réhabilitation de DADOME Tossou dans les Forces Armées Béninoises et de mettre les frais à la charge du requérant ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Est irrecevable le recours en date à Cotonou du 22 août 2005 introduit par DADOME Tossou et tendant à l'annulation de la Décision n°156/B1/EFF/EMDFDN du 24 décembre 1984 portant sa radiation des effectifs des Forces Armées Populaires du Bénin.

f

Article 2 : Les frais sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Eliane R. G. PADONOU, conseiller à la chambre administrative ;

PRESIDENT ;

Etienne FIFATIN

Et

Tranquillin KINDJI

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du vendredi vingt-six juin deux mille treize, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Lucien Aristide DEGUENON, Avocat général,

MINISTERE PUBLIC ;

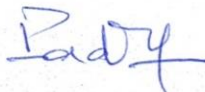
Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER ;

Et ont signé :

Le Président-rapporteur,

Le Greffier.



Eliane R. G. PADONOU



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

